



**N° 2022 -BU-124**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-deux, le 17 Novembre, à dix-sept heures, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à Cercy-la-Tour, sous la Présidence de Serge CAILLOT.

**Présents :**

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MULOT, Michel MARIE, David BONGARD, Marie-Claire RANVIER, Pierre TISSIER-MARLOT

**Absents excusés :** Jean-Paul LAMBOURG, Serge DUCREUZOT, Yves PERRAUDIN

**Étaient également présents :** Maëlle GRANGEON, DGS.

**Secrétaire de séance :** Antoine-Audoine MAGGIAR

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 10
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 10

\*\*\*\*\*

**Economie**

**Economie : Etude de sol - Ecole de production**

**N° 2022-BU-124**

Mme Marie-Claire RANVIER, Vice-Présidente en charge du développement économique, explique que le dernier bureau communautaire attendait d'avoir des éléments complémentaires concernant l'étude de sol pour le projet école de production. Cette étude est nécessaire pour affiner le chiffrage.

Le devis de 5 015 € HT permet de faire des forages sur l'ensemble du terrain. Cela permettra donc d'avoir une idée de la nature du sol sur différents lieux d'emplacement pour l'atelier.

**Après avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, valide le devis d'Hydrogéotechnique d'un montant de 5 015 € HT pour la réalisation de l'étude de sol.**

**Le Secrétaire de Séance,  
Antoine-Audoine MAGGIAR.**



**Pour copie certifiée conforme,  
Fait à Moulins-Engilbert,  
Le 17 Novembre 2022**

**Le Président,  
Serge CAILLOT.**

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le



ID : 058-200067882-20221117-2022\_BU\_124-DE

# HYDROGEOTECHNIQUE

Spécialistes en études de sol,  
chaussée et environnement.



Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 058-200067882-20221117-2022\_BU\_124-DE

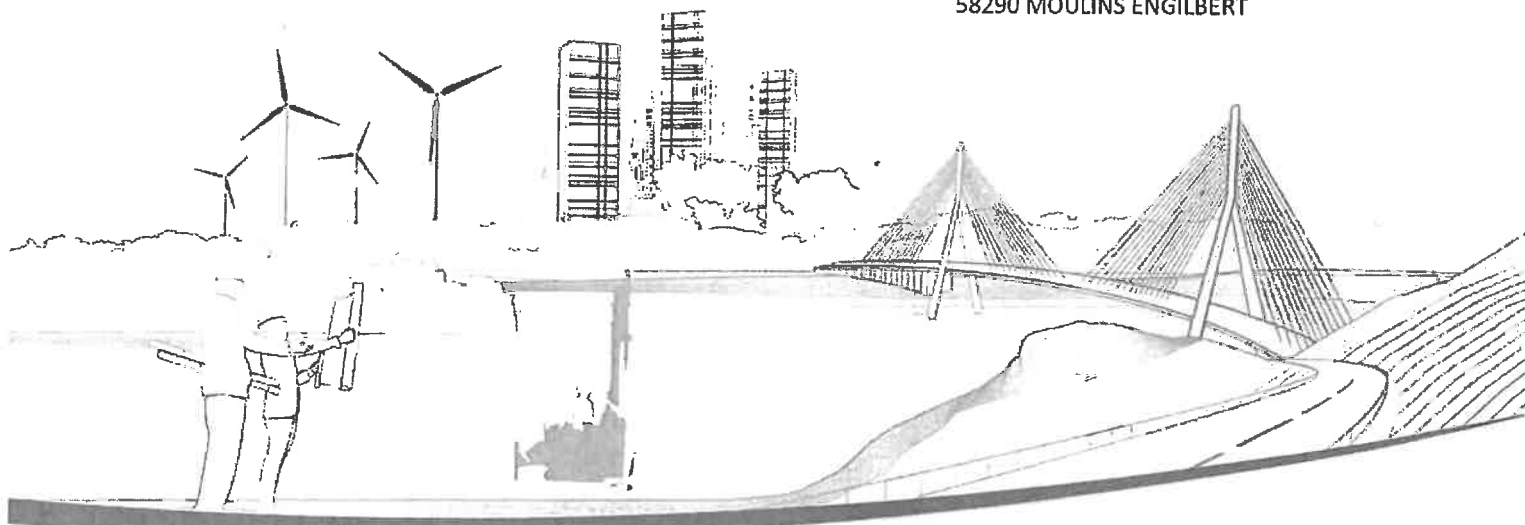
**Bazois  
Loire  
Morvar**

COMMUNAUTÉ  
DE COMMUNES

**CC BLM**

11 PLACE LAFAYETTE

58290 MOULINS ENGILBERT



## DEVIS

### ECOLE DE PRODUCTION

Étude géotechnique (G2AVP)

ZAE DU PONTOT – 58290 MOULINS ENGILBERT

DEVIS N°	VERSION	DATE	RÉDACTEUR	CONTRÔLEUR	OBSERVATIONS
D.22.10347	0	28/06/22	R. MOUGEL	/	PREMIERE DIFFUSION
D.22.10347	1	05/10/22	R. MOUGEL	/	INTEGRATION CDC BET CHEVRIER

**À l'attention de Madame GRANGEON :**

Madame,

Dans le cadre des études préalables à la réalisation de l'opération citée en objet, vous nous avez demandé, ce dont nous vous remercions vivement, par courriel en date du 26/09/22, de vous proposer un programme chiffré de reconnaissances et d'études géologiques, géotechniques et hydrogéologiques.

**Nous développons ci-après :**

1. Les caractéristiques du projet confrontées aux caractéristiques géologiques, géotechniques et hydrogéologiques probables du site à prospector,
2. Le programme d'investigations et la mission d'ingénierie proposée,
3. Le devis détail estimatif des différentes prestations,
4. Nos conditions particulières, les conditions générales étant jointes au présent devis.
5. Bon de commande à nous retourner complété.

**Annexes :**

- Annexe 1 : Classification des missions géotechniques
- Annexe 2 : Conditions générales Groupe HYDROGEOTECHNIQUE

Restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires,

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

ROMAIN MOUGEL

[r.mougel@hydrogeotechnique.com](mailto:r.mougel@hydrogeotechnique.com)



# **1. CARACTÉRISTIQUES DU PROJET CONFRONTÉES AUX CARACTÉRISTIQUES GÉOLOGIQUES, GÉOTECHNIQUES ET HYDROGÉOLOGIQUES PROBABLES DU SITE**

Pour bâtir notre proposition, les éléments suivants concernant le projet, nous ont été fournis :

- Une demande de devis,
- Une description du projet,
- Un cahier des charges.

Les documents complémentaires suivants nous seront nécessaires pour accomplir notre mission :

- Plan topographique si disponible.

## **1.1.PROJET**

Il prévoit la construction d'une école comprenant un atelier de production, un bâtiment administratif, un bâtiment internat et l'aménagement de voiries et parking.

## **1.2.SITOLOGIE (ET DESCRIPTION DES DÉSORDRES OBSERVÉS)**

Il s'agit des parcelles cadastrales AH2-3-93-102 situées dans la ZAE du Pontot sur la commune de Moulins Engilbert (58).

## **1.3.CARACTÉRISTIQUES GÉOLOGIQUES ET GÉOTECHNIQUES DU SITE**

D'après la carte géologique au 1/50000<sup>e</sup>, la succession lithologique devrait être la suivante :

- sous les remblais et formations de surface et d'altération non mentionnées par le document :
- argile,
- calcaire.

## **1.4.CARACTÉRISTIQUES HYDROGÉOLOGIQUES DU SITE**

Des circulations erratiques et intermittentes sont susceptibles de se développer à différentes profondeurs.

## 2. PRÉSENTATION DU PROGRAMME D'INVESTIGATIONS PROPOSÉ – IMPOSÉ ET DE LA MISSION D'INGENIERIE

### 2.1. PROGRAMME D'INVESTIGATIONS IN SITU ET D'ESSAIS EN LABORATOIRE

La campagne consisterait en la réalisation de :

- **5 sondages de reconnaissance géologique à la pelle mécanique,**  
à une profondeur maximale de 3 m, ou au refus,  
réalisés sous la conduite d'un Ingénieur Géotechnicien,
  - avec relevé des coupes lithologiques,
  - observations sur les difficultés de terrassement (éboulement, compacité, refus...),
  - observations des conditions hydrogéologiques,
  - prélèvement d'échantillons pour analyses et essais en laboratoire,
  - détermination de la géométrie apparente des fondations (niveau d'assise, largeur, débord) et de leur état de conservation.

Seuls des sondages de ce type permettent d'apprécier :

- l'hétérogénéité en nature et épaisseur, et la blocométrie des remblais,
- leur évolutivité potentielle (présence de bois, tourbe, plâtre), dont la connaissance est nécessaire pour pouvoir prendre les dispositions constructives sur les dallages,
- une approche de la nature et de la profondeur des vestiges, les investigations ne pouvant évidemment pas être exhaustives à ce sujet,
- la fracturation, blocométrie et terrassabilité du rocher,
- les variations d'épaisseur de la frange d'altération.

- **3 essais d'infiltration en grand de type MATSUO,**  
effectués dans des fouilles secondaires arrêtées à faible profondeur,  
permettant de déterminer le coefficient de perméabilité K des sols traversés.

L'essai consiste à déverser, dans une fouille de géométrie calibrée, un grand volume d'eau à l'aide d'une citerne. Il présente donc l'avantage, par rapport à un essai réalisé dans un forage de petit diamètre, de prendre en compte une grande surface d'échange et donc la fracturation et les hétérogénéités (veines plus sableuses...). Il est donc moins pessimiste et plus représentatif, et permet une bonne optimisation du projet.

- **12 essais au pénétromètre dynamique,**  
dont 9 à 6m et 3 à 2m de profondeur, ou au refus, (> 10 MPa), suivant la norme NF-EN-ISO-22476-2, conduits avec un train de mesure type B APAGEO.
- **3 forages de reconnaissance géologique avec essais pressiométriques tous les 1.5m** de type destructif ou semi-destructif,  
à 6m de profondeur, en diamètre 64mm, les outils étant adaptés aux types de terrains.

- **En laboratoire**, suivant les normes NFP correspondantes :
  - 1 détermination des limites d'Atterberg (NF EN ISO 17892-12),

**Remarque :** Nous prévoyons de reboucher sommairement les empreintes des forages avec les matériaux extraits du trou. Quant aux fouilles de reconnaissance à la pelle mécanique, il est prévu un rebouchage sans remise en état du site à l'identique ; une telle remise en état nécessiterait l'intervention d'entreprises spécialisées afin de :

- recompresser les sols par couches successives pour éviter un surplus de matériaux au rebouchage,
- réengazonner les empreintes des fouilles,
- raccords de bitume ou béton,

Ces opérations ne sont pas intégrées dans le devis détail estimatif suivant.

**Attention, notre étude ne comprend ni la définition des dispositifs d'assainissement non collectifs dit autonomes ainsi que les dispositifs de gestion des eaux pluviales ni la reconnaissance des sols pollués. En cas de besoin, une proposition spécifique pourra être proposée après demande du maître d'ouvrage.**

L'ensemble de ces prestations pourra être rémunéré sur les bases du bordereau détail estimatif ci-après, le cadre des conditions générales étant développé aux annexes 1 et 2, les points de sondages étant réputés accessibles à un engin tout-terrain.

## 2.2.MISSION D'INGÉNIERIE GÉOTECHNIQUE

En référence à la définition et normalisation des missions du Géotechnicien (Norme NFP 94.500 de novembre 2013) rappelées au présent devis (annexe 1), nos prestations comporteraient l'enchaînement des prestations de sondages et essais, et d'une mission d'étude G2AVP, développées ci-après :

### Prestations d'exécution de forages et essais et mesures géotechniques

Nos prestations consisteraient à :

- exécuter les forages, essais et mesures selon le programme proposé / imposé, celui-ci pouvant être adapté sur votre demande, en respectant les modes opératoires des essais et normes si elles existent,
- dépouiller les forages et essais conformément aux modes opératoires AFNOR correspondants en précisant les référentiels utilisés,
- fournir un compte-rendu factuel des différents résultats (coupes des sondages, procès-verbaux d'essais et résultats des mesures) en précisant les moyens mis en œuvre, les difficultés rencontrées, les adaptations éventuelles par rapport au programme de base sur votre demande.

### Mission G2 : Étude géotechnique de conception

*Cette mission est intégrée dans la mission de maîtrise d'œuvre générale. Elle est réalisée en étroite collaboration avec l'équipe d'Ingénierie, laquelle s'engage à intégrer à l'avancement des études et du chantier toutes les prescriptions et recommandations de notre bureau d'études de sols, lequel participe à la mise au point du projet et à l'élaboration d'un coût et d'un délai.*



● Phase Avant Projet (AVP) :

L'ouvrage ayant été géométriquement défini, nos prestations s'attacheront à :

- analyser les documents existants, et valider les résultats issus des études préalables,
- définir un programme de reconnaissance, suivre, adapter et contrôler son exécution,
- interpréter les résultats, expliciter les recherches, les investigations et les essais réalisés dans le cadre du programme,
- établir une synthèse géotechnique, notamment concernant l'hydrogéologie, les propriétés mécaniques des formations et de la zone d'influence géotechnique,
- établir un rapport d'étude donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant projet, les principes généraux de construction envisageables :
  - les fondations envisageables,
  - les terrassements,
  - les assises de dallages et voiries,
  - les incidences sur les avoisinants et existants,
  - la tenue et le soutènement des fouilles éventuelles,
  - les problèmes liés à la nappe,
  - la qualification du risque de liquéfaction,
  - les techniques éventuelles d'amélioration des sols.
- fournir une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique justifiée suivant les règles, normes et fascicules en vigueur (Eurocodes) (notamment pour les fondations, encastresments, portance et tassements et pour les dallages, estimation des risques de déformation des terrains, modules de déformation des sols en accord avec le DTU dallage),
- justifier de la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 058-200067882-20221117-2022\_BU\_124-DE

### 3. DEVIS DÉTAIL ESTIMATIF

*Les quantités sont données à titre de proposition, elles pourront être modifiées en plus ou en moins, avec votre accord, suivant les nécessités techniques de l'étude. En conséquence, les prestations seront réglées suivant les quantités réellement exécutées.*

N°prix	LIBELLE	UNITE	Qté	P.U.	Montant HT
1	Préparation				
1.1	- Prise en charge du dossier, DICT, implantation	FT	1	50.00 €	50.00 €
2	Amenée, installation de chantier, repli				
2.1	- Equipe pénétromètre dynamique et tarière (H200)	FT	1	280.00 €	280.00 €
3	Mise en place				
3.1	- Sur sondages pénétrométriques et pressiométriques	l'unité	15	25.00 €	375.00 €
4	Sondages à la pelle mécanique				
4.1	- Location pelle mécanique et transfert	FT	1	540.00 €	540.00 €
4.2	- à une profondeur maximale de 3 mètres sous la conduite d'un Ingénieur géotechnicien	l'unité	5	70.00 €	350.00 €
5	Essai de perméabilité de type Matsuo				
	à 1.5m de profondeur	l'unité	3	80.00 €	240.00 €
6	Essai au pénétromètre dynamique				
6.1	- à 2m de profondeur ou au refus	l'unité	3	40.00 €	120.00 €
6.2	- à 6m de profondeur ou au refus	l'unité	9	120.00 €	1 080.00 €
7	Forages destructifs Ø64 mm				
	avec essais pressiométriques tous les 1.5m				
7.1	- de 0 à 10 m	ml	18	75.00 €	1 350.00 €
8	Essais en laboratoire				
8.1	- Limite d'atterberg	unité	1	72.00 €	72.00 €
<b>TOTAL HT SONDAGES ET ESSAIS</b>				<b>4 457.00 €</b>	
9	Ingénierie/ rapport G2 AVP*				
9.1	- Secrétaire	jour	0.1	270.00 €	27.00 €
9.2	- Tech DR	jour	0.3	290.00 €	87.00 €
9.3	- Ingénieur Sénior > 5 ans expérience	jour	0.6	740.00 €	444.00 €
<b>TOTAL RAPPORT MISSIONS</b>				<b>558.00 €</b>	
				<b>TOTAL H.T.</b>	<b>5 015.00 €</b>
				<b>TVA 20.00%</b>	<b>1 003.00 €</b>
				<b>TOTAL T.T.C.</b>	<b>6 018.00 €</b>

\* hors mission G2 PRO, DCE et ACT



## 4. CONDITIONS PARTICULIERES

### Sont considérés à la charge du Maître d'Ouvrage :

- Le libre accès au chantier, avec obtention des autorisations des différents propriétaires ou exploitants,
- Le défrichage de la parcelle si nécessaire,
- La mise à disposition d'une alimentation en eau (nous préciser les contacts pour que nous puissions effectuer les démarches réglementaires éventuelles)
- La fourniture du diagnostic amiante : préalablement à toute intervention sur chaussée, voirie.
- pour toute intervention sur un immeuble dont le permis de construire a été délivré avant le 01/07/97. Il concerne les biens à usage d'habitation ou les bâtiments publics, les bâtiments industriels, les établissements recevant du public, les entreprises... Le DTA (Diag Technique Amiante) doit préciser (Note DGT 2017) la présence de matériaux amiantés ainsi que les traces éventuelles de pollution issues de ces matériaux.
- La prise en considération des éléments obligatoires du décret n°2011-1241 du 05 octobre 2011 visant à améliorer le repérage et la sécurité des travaux à proximité des réseaux : transmission des DT, des réponses reçues des exploitants de réseaux, la catégorie, la classe de précision et la localisation des tronçons de réseaux concernés (résultats des investigations complémentaires effectuées sur réseaux classés B et C à l'initiative du Maître d'ouvrage ou de l'exploitant) ainsi que les informations sur la localisation précise des réseaux existants dont vous êtes éventuellement propriétaire. Ces documents sont à envoyer d'urgence si vous ne les avez pas transmis dans le dossier de consultation.

Pour les projets de maisons individuelles, nous proposons d'assister notre client à la réalisation des déclarations, la réalisation de fouilles éventuelles nécessaires à la localisation de réseaux devant faire l'objet d'un avenant au contrat.

### Cas particulier du domaine privé :

Les DICT n'étant pas suffisantes sur une parcelle privée, le client s'engage à fournir avec la commande, les plans complets des réseaux et de tout ouvrage souterrain situé sur la parcelle étudiée. Cette recherche ne rentre pas dans notre proposition s'agissant de servitudes et non de données géologiques. Dans le cas de réseaux d'électricité et/ou de gaz existants sur la parcelle étudiée, le client s'engage à mettre hors tension l'alimentation en électricité et à couper l'alimentation en gaz de l'entrée de la parcelle. **La non fourniture de plan de réseaux sera considérée comme l'absence de réseaux dans la zone du projet.** Notre entreprise ne pourra être responsable qu'en cas de casse d'un réseau préalable identifié contradictoirement (plan, traçage...).

### Cas particulier de l'interaction entre les forages et / ou instrumentations et la nappe.

- En l'absence d'information sur la présence de nappe(s) éventuellement polluée(s) pouvant générer un risque pour les nappes profondes par leur mise en contact lors des sondages, ou d'une nappe artésienne pouvant amener des débits d'eau significatifs en interaction avec le projet en phase chantier ou en phase définitive, nous vous proposons l'injection systématique d'un coulis (C/E=1) des ouvrages sans équipement (injection par le fond à l'intérieur d'un géotextile de confinement). Cela nécessite également de surforer les pénétrètres pour effectuer un rebouchage de qualité .

Soit un prix pour mémoire de 45€ HT/ml) à réaliser :

- pendant la phase d'intervention de la machine,
- pour les ouvrages définis au présent devis.

En l'absence de validation de votre part, les forages seront rebouchés sommairement avec les matériaux extraits.

- La condamnation des ouvrages préexistants (piézomètres, puits) ou mis en place par nos soins pour les besoins du projet, vous est proposée également dès que leur utilité ne vous est plus nécessaire. Cette condamnation nécessite l'intervention spécifique d'une équipe de forage et là encore un surforage des ouvrages à détruire et l'injection par le fond d'un coulis à C/E=1 à l'intérieur d'un géotextile de confinement. (prix à convenir en fonction du type d'ouvrage).

**Les conditions particulières définies spécifiquement pour une mission prévalent le cas échéant sur les conditions générales.**

**Les conditions générales définissant les conditions de paiement, d'assurance et de propriété des études sont annexées au présent devis, l'ensemble formant un tout indissociable.**

**Nous seront nécessaires pour mener à bien notre mission :**

- La mise à disposition d'un plan masse coté (avec fond topographique), suffisamment précis, qui nous permettrait de caler les forages, par interpolation, en NGF. (format informatique .dwg à envoyer à r.mougel@hydrogeotechnique.com ou version papier).
- L'historique du site.
- conditions d'accès au site,
- contraintes éventuelles du projet (tolérances de déformation, trafic, période de retour décennale ou centennale pour le dimensionnement, durée d'exécution, phasage, maintenance, niveau de protection ou cuvelage contre les infiltrations, classification de l'ouvrage vis-à-vis des séismes).
- La mise à disposition de tout document précisant les caractéristiques connues du futur projet :
  - types d'ouvrages, emprise des sous-sols envisagés, hauteur hors sol, géométrie, charges, tout plan ou vue en coupe utile à la bonne compréhension du projet,
  - pour les bâtiments : plan de masse et coupe du projet, estimation des descentes de charges sous fondations. A défaut, nous prendrons des hypothèses que l'équipe de maîtrise d'œuvre/Maitre d'ouvrage devra vérifier dans la suite du projet.

**Notre étude ne comprend pas :**

- La définition des dispositifs d'assainissement non collectifs (dits autonomes ainsi que les dispositifs de gestion des eaux pluviales).
  - L'étude des soutènements provisoires éventuels et définitifs
- En cas de besoin, une proposition spécifique pourra être proposée sur demande du maitre d'ouvrage.

## PROGRAMMATION SCHÉMATIQUE

**Dans l'état actuel de nos engagements,**

- L'intervention sur site s'effectuerait dans les deux à trois semaines suivant celle de réception de votre commande et après réception des retours des DICT. En fonction des évolutions de notre planning, ces délais peuvent varier sensiblement ; nous contacter au moment de la commande pour les ajuster.
- La durée du chantier serait 2 jours environ, (en deux interventions qui ne seraient pas nécessairement synchrones).
- Celle des essais de laboratoire serait de 3 semaines.
- Le rapport d'études pourrait vous être envoyé dans les 3 semaines suivant celle de fin des investigations et essais, sous format PDF.

Des premiers éléments peuvent toutefois vous être communiqués sur demande en cours et/ou en fin d'investigations.

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le



ID : 058-200067882-20221117-2022\_BU\_124-DE

## 5. BON DE COMMANDE A NOUS RETOURNER

Afin que nous puissions enregistrer cette commande nous vous demandons de bien vouloir nous retourner un exemplaire de la présente page, dûment complétée, datée et signée.

### Remarque Pour les SCI, les particuliers :

Cette page doit être accompagnée de deux chèques représentant chacun 50% du montant TTC total de notre prestation, le premier chèque sera encaissé à la commande, le second avant la remise du rapport.

Chèque à libeller à l'adresse suivante : HYDROGEOTECHNIQUE CENTRE - Agence Ain – Bourgogne – Jura - RN6 – Z.A. « Les Ormeaux » – 3 Rue J.M. Paradon – 71150 FONTAINES

### Réseaux privés :

Les plans des réseaux privés présents sur votre terrain doivent nous être fournis. En l'absence de plan des réseaux privés, il convient que la personne pour laquelle sont réalisés les sondages (Maître d'Ouvrage ou son représentant) connaissant l'emplacement de ces réseaux, soit présente le jour de notre intervention pour nous indiquer leur position. En l'absence d'informations sur la position des réseaux privés, notre responsabilité ne pourra être recherchée en cas de dommage induit par nos investigations conformément à nos Conditions Générales article 2.

Présence de réseaux privés : ☐ oui ☒ Non Fourniture de plans : ☐ oui ☒ non

### Réseaux publics :

Conformément à la Loi LGI du 12/07/2010 « anti-endommagement des réseaux » et à la norme NF S70-003 applicable depuis début juillet 2012, en tant que Maître d'Ouvrage, vous devez prendre en compte la présence des réseaux sur votre terrain afin que les travaux impactant le sous-sol se déroulent en toute sécurité. Dans ce contexte, l'obtention d'une Déclaration de Travaux (DT) auprès des concessionnaires de réseaux est obligatoire avant toute possibilité d'intervention de notre part. Cette demande doit être accomplie par le Maître d'Ouvrage ou sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage s'il a confié cette prestation à un tiers.

### N° DT :

Nous vous demandons donc de nous communiquer vos DT, les réponses des exploitants associées, les résultats des investigations complémentaires éventuelles et les plans de vos propres réseaux avec une localisation la plus précise possible (si ces documents n'ont pas été transmis dans le dossier de consultation) afin que nous puissions établir les DICT correspondantes.

Si vous souhaitez une assistance pour la réalisation des DT (Déclaration de projet de Travaux), nous vous remercions de nous le préciser rapidement.

Nous rappelons qu'il nous est impossible d'intervenir sur site sur le domaine public ou sur le domaine privé tant que le retour de l'ensemble des DICT n'est pas effectif.

Raison sociale du client : ..... CC BAZOIS LOIRE MORVAN .....

SIRET : .....

Nom et prénom du client : ..... Serge CAILLOT .....

Adresse : ..... 11 Pl. Lafayette .....

Code Postal : 58290 Ville : Moulin-Engilbert .....

Mail : h.pereira@bazois-loire-morvan.fr / Tél : 03 86 30 89 13 .....

Accord pour la commande – Mention « bon pour accord »

à ..... Moulin-Engilbert ..... Le 16 / 12 / 2022 .....

Signature – Cachet



## ANNEXE 1 : Classification des missions types d'ingénierie géotechnique (NF P 94-500 novembre 2013)

L'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étapes 1 à 3) doit suivre les étapes de conception et de réalisation de tout projet pour contribuer à la maîtrise des risques géotechniques. Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit faire réaliser successivement chacune de ces missions par une ingénierie géotechnique. Chaque mission s'appuie sur des données géotechniques adaptées issues d'investigations géotechniques appropriées.

### ETAPE 1 : ETUDE GEOTECHNIQUE PREALABLE (G1)

Cette mission exclut toute approche des quantités, délais et coûts d'exécution des ouvrages géotechniques qui entre dans le cadre de la mission d'étude géotechnique de conception (étape 2). Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire. Elle comprend deux phases :

#### Phase Etude de site (ES)

Elle est réalisée en amont d'une étude préliminaire d'esquisse ou d'APS pour une première identification des risques géotechniques d'un site.

- Faire une enquête documentaire sur le cadre géotechnique du site et l'existence d'avoisinants avec visite du site et des alentours.
- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Fournir un rapport donnant pour le site étudié un modèle géologique préliminaire, les principales caractéristiques géotechniques et une première identification des risques géotechniques majeurs.

#### Phase Principes Généraux de Construction (PGC)

Elle est réalisée au stade d'une étude préliminaire, d'esquisse ou d'APS pour réduire les conséquences des risques géotechniques majeurs identifiés. Elle s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats,
- Fournir un rapport de synthèse des données géotechniques à ce stade d'étude (première approche de la ZIG, horizons porteurs potentiels, ainsi que certains principes généraux de construction envisageables (notamment fondations, terrassements, ouvrages enterrés, améliorations de sols).

### ETAPE 2 : ETUDE GEOTECHNIQUE DE CONCEPTION (G2)

Cette mission permet l'élaboration du projet des ouvrages géotechniques et réduit les conséquences des risques géotechniques importants identifiés. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend trois phases :

#### Phase Avant-Projet (AVP)

Elle est réalisée au stade de l'avant-projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats,
- Fournir un rapport donnant les hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade de l'avant-projet, les principes de construction envisageables (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions générales vis-à-vis des nappes et des avoisinants), une ébauche dimensionnelle par type d'ouvrage géotechnique et la pertinence d'application de la méthode observationnelle pour une meilleure maîtrise des risques géotechniques.

#### Phase Projet (PRO)

Elle est réalisée au stade du projet de la maîtrise d'œuvre et s'appuie obligatoirement sur des données géotechniques adaptées suffisamment représentatives pour le site.

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats,
- Fournir un dossier de synthèse des hypothèses géotechniques à prendre en compte au stade du projet (valeurs caractéristiques des paramètres géotechniques en particulier), des notes techniques donnant les choix constructifs des ouvrages géotechniques (terrassements, soutènements, pentes et talus, fondations, assises des dallages et voiries, améliorations de sols, dispositions vis-à-vis des nappes et des avoisinants), des notes de calcul de dimensionnement, un avis sur les valeurs seuils et une approche des quantités.

#### Phase DCE / ACT

Elle est réalisée pour finaliser le Dossier de Consultation des Entreprises et assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des Contrats de Travaux avec le ou les entrepreneurs retenus pour les ouvrages géotechniques.

- Etablir ou participer à la rédaction des documents techniques nécessaires et suffisants à la consultation des entreprises pour leurs études de réalisation des ouvrages géotechniques (dossier de la phase Projet avec plans, notices techniques, cahier des charges particulières, cadre de bordereau des prix et estimatif, planning prévisionnel).
- Assister éventuellement le maître d'ouvrage pour la sélection des entreprises, analyser les offres techniques, participer à la finalisation des pièces techniques des contrats de travaux.





**ETAPE 3 : ETUDES GEOTECHNIQUES DE REALISATION (G3 et G4, distinctes et simultanées)****→ ETUDE ET SUIVI GEOTECHNIQUES D'EXECUTION (G3)**

Cette mission permet de réduire les risques géotechniques résiduels par la mise en œuvre à temps de mesures correctives d'adaptation ou d'optimisation. Elle est confiée à l'entrepreneur sauf disposition contractuelle contraire, sur la base de la phase G2 DCE/ACT.

Elle comprend deux phases interactives :

**Phase Etude**

- Définir si besoin un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Etudier dans le détail les ouvrages géotechniques : notamment établissement d'une note d'hypothèses géotechniques sur la base des données fournies par le contrat de travaux ainsi que des résultats des éventuelles investigations complémentaires, définition et dimensionnement (calculs justificatifs) des ouvrages géotechniques, méthodes et conditions d'exécution (phasages généraux, suivis, auscultations et contrôles à prévoir, valeurs seuils, dispositions constructives complémentaires éventuelles).
- Elaborer le dossier géotechnique d'exécution des ouvrages géotechniques provisoires et définitifs : plans d'exécution, de phasage et de suivi.

**Phase Suivi**

- Suivre en continu les auscultations et l'exécution des ouvrages géotechniques, appliquer si nécessaire des dispositions constructives prédéfinies en phase étude.
- Vérifier les données géotechniques par relevés lors des travaux et par un programme d'investigations géotechniques complémentaire si nécessaire (le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats).
- Etablir la prestation géotechnique du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et fournir les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

**→ SUPERVISION GEOTECHNIQUE D'EXECUTION (G4)**

Cette mission permet de vérifier la conformité des hypothèses géotechniques prises en compte dans la mission d'étude et suivi géotechniques d'exécution. Elle est à la charge du maître d'ouvrage ou son mandataire et est réalisée en collaboration avec la maîtrise d'œuvre ou intégrée à cette dernière. Elle comprend deux phases interactives :

**Phase Supervision de l'étude d'exécution :**

- Donner un avis sur la pertinence des hypothèses géotechniques de l'étude géotechnique d'exécution, des dimensionnements et méthodes d'exécution, des adaptations ou optimisations des ouvrages géotechniques proposées par l'entrepreneur, du plan de contrôle, du programme d'auscultation et des valeurs seuils.

**Phase Supervision du suivi d'exécution :**

- Par interventions ponctuelles sur le chantier, donner un avis sur la pertinence du contexte géotechnique tel qu'observé par l'entrepreneur (G3), du comportement tel qu'observé par l'entrepreneur de l'ouvrage et des avoisinants concernés (G3), de l'adaptation ou de l'optimisation de l'ouvrage géotechnique proposée par l'entrepreneur (G3).
- Donner un avis sur la prestation géotechnique du DOE et sur les documents fournis par le DIUO.

**DIAGNOSTIC GEOTECHNIQUE (G5)**

Pendant le déroulement d'un projet ou au cours de la vie d'un ouvrage, il peut être nécessaire de procéder, de façon strictement limitative, à l'étude d'un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques, dans le cadre d'une mission ponctuelle. Ce diagnostic géotechnique précise l'influence de cet ou ces éléments géotechniques sur les risques géotechniques identifiés ainsi que leurs conséquences possibles pour le projet ou l'ouvrage existant.

- Définir, après enquête documentaire, un programme d'investigations géotechniques spécifique, le réaliser ou en assurer le suivi technique, en exploiter les résultats.
- Etudier un ou plusieurs éléments géotechniques spécifiques (par exemple soutènement, causes géotechniques d'un désordre) dans le cadre de ce diagnostic, mais sans aucune implication dans la globalité du projet ou dans l'étude de l'état général de l'ouvrage existant.
- Si ce diagnostic conduit à modifier une partie du projet ou à réaliser des travaux sur l'ouvrage existant, des études géotechniques de conception et/ou d'exécution ainsi qu'un suivi et une supervision géotechniques seront réalisés ultérieurement, conformément à l'enchaînement des missions d'ingénierie géotechnique (étape 2 et/ou 3).



## ANNEXE 2 : CONDITIONS GÉNÉRALES GROUPE HYDROGÉOTECHNIQUE (version du 27/05/2021)

### 1. Avertissement, préambule

Toute commande et ses avenants éventuels impliquent de la part du co-contractant, ci-après dénommé « le Client », signataire du contrat et des avenants, acceptation sans réserve des présentes conditions générales.

Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres, sauf conditions particulières contenues dans le devis ou dérogation formelle et explicite. Toute modification de la commande ne peut être considérée comme acceptée qu'après accord écrit du Prestataire.

### 2. Déclarations obligatoires à la charge du Client, (DT, DICT, ouvrages exécutés)

Dans tous les cas, la responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en cas de dommages à des ouvrages publics ou privés (en particulier, ouvrages enterrés et canalisations) dont la présence et l'emplacement précis ne lui auraient pas été signalés par écrit préalablement à sa mission.

Conformément au décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, le Client doit fournir, à sa charge et sous sa responsabilité, l'implantation des réseaux privés, la liste et l'adresse des exploitants des réseaux publics à proximité des travaux, les plans, informations et résultats des investigations complémentaires consécutifs à sa Déclaration de projet de Travaux (DT). Ces informations sont indispensables pour permettre les éventuelles DICT (le délai de réponse est de 15 jours) et pour connaître l'environnement du projet. En cas d'incertitude ou de complexité pour la localisation des réseaux sur domaine public, il pourra être nécessaire de faire réaliser, à la charge du Client, des fouilles manuelles pour les repérer. Le Client fournit par écrit au Prestataire les servitudes et la position précise des ouvrages sensibles et/ou enterrés et des réseaux en site privé ; les conséquences et la responsabilité de toute détérioration de ces réseaux par suite d'une mauvaise communication sont à la charge exclusive du Client.

Conformément à l'art L 411-1 du nouveau code minier, le Client s'engage à déclarer au BRGM tout forage réalisé de plus de 10 m de profondeur. De même, conformément à l'arrêté du 11/09/2003 et à l'art R 214-1 du code de l'environnement du 29/03/1993, le Client s'engage à établir une déclaration en Préfecture des sondages et forages destinés à la recherche, à la surveillance ou au prélèvement d'eaux souterraines (piézomètres notamment).

### 3. Cadre de la mission, objet et nature des prestations, prestations exclues, limites de la mission

Le terme « prestation » désigne exclusivement les prestations énumérées dans le devis du Prestataire. Toute prestation différente de celles prévues fera l'objet d'un prix nouveau à négocier. Il est entendu que le Prestataire s'engage à procéder selon les moyens actuels de son art, à des recherches consciencieuses et à fournir les indications qu'on peut en attendre. Son obligation est une obligation de moyen et non de résultat au sens de la jurisprudence actuelle des tribunaux. Le Prestataire réalise la mission dans les strictes limites de sa définition donnée dans son offre (validité limitée à trois mois à compter de la date de son établissement), confirmée par le bon de commande ou un contrat signé du Client.

La mission et les investigations éventuelles sont strictement géotechniques et n'abordent pas le contexte environnemental. Seule une étude environnementale spécifique comprenant des investigations adaptées permettra de détecter une éventuelle contamination des sols et/ou des eaux souterraines.

Le Prestataire n'est solidaire d'aucun autre intervenant que si la solidarité est explicitement convenue dans le devis ; dans ce cas, la solidarité ne s'exerce que sur la durée de la mission.

Par référence à la norme NF P 94-500, il appartient au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à toute entreprise de faire réaliser impérativement par des ingénieries compétentes chacune des missions géotechniques (successivement G1, G2, G3 et G4 et les investigations associées) pour suivre toutes les étapes d'élaboration et d'exécution du projet. Si la mission d'investigations est commandée seule, elle est limitée à l'exécution matérielle de sondages et à l'établissement d'un compte rendu factuel sans interprétation et elle exclut toute activité d'étude ou de conseil. La mission de diagnostic géotechnique G5 engage le géotechnicien uniquement dans le cadre strict des objectifs ponctuels fixés et acceptés.

Si le Prestataire déclare être titulaire de la certification ISO 9001, le Client agit de telle sorte que le Prestataire puisse respecter les dispositions de son système qualité dans la réalisation de sa mission.

### 4. Plans et documents contractuels

Le Prestataire réalise la mission conformément à la réglementation en vigueur lors de son offre, sur la base des données communiquées par le Client. Le Client est seul responsable de l'exactitude de ces données. En cas d'absence de transmission ou d'erreur sur ces données, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité.

### 5. Limites d'engagement sur les délais

Sauf indication contraire précise, les estimations de délais d'intervention et d'exécution données aux termes du devis ne sauraient engager le Prestataire. Sauf stipulation contraire, il ne sera pas appliqué de pénalités de retard et si tel devait être le cas elles seraient plafonnées à 5% de la commande. En toute hypothèse, la responsabilité du Prestataire est dérogée de plein droit en cas d'insuffisance des informations fournies par le Client ou si le Client n'a pas respecté ses obligations, en cas de force majeure ou d'événements imprévisibles (notamment la rencontre de sols inattendus, la survenance de circonstances naturelles exceptionnelles) et de manière générale en cas d'événement extérieur au Prestataire modifiant les conditions d'exécution des prestations objet de la commande ou les rendant impossibles.

Le Prestataire n'est pas responsable des délais de fabrication ou d'approvisionnement de fournitures lorsqu'elles font l'objet d'un contrat de négoce passé par le Client ou le Prestataire avec un autre Prestataire.

### 6. Formalités, autorisations et obligations d'information, accès, dégâts aux ouvrages et cultures

Toutes les démarches et formalités administratives ou autres, en particulier l'obtention de l'autorisation de pénétrer sur les lieux pour effectuer des prestations de la mission sont à la charge du Client.

Le Client se charge d'une part d'obtenir et communiquer les autorisations requises pour l'accès du personnel et des matériels nécessaires au Prestataire en toute sécurité dans l'enceinte des propriétés privées ou sur le domaine public, d'autre part de fournir tous les documents relatifs aux dangers et aux risques cachés, notamment ceux liés aux réseaux, aux obstacles enterrés et à la pollution des sols et des nappes. Le Client s'engage à communiquer les règles pratiques que les intervenants doivent respecter en matière de santé, sécurité et respect de l'environnement : il assure en tant que de besoin la formation du personnel, notamment celui du Prestataire, entrant dans ces domaines, préalablement à l'exécution de la mission. Le Client sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel dû à une spécificité du site connue de lui et non clairement indiquée au Prestataire avant toutes interventions.

Sauf spécifications particulières, les travaux permettant l'accès aux points de sondages ou d'essais et l'aménagement des plates-formes ou grutages nécessaires aux matériels utilisés sont à la charge du Client.

Les investigations peuvent entraîner d'inévitables dommages sur le site, en particulier sur la végétation, les cultures et les ouvrages existants, sans qu'il y ait négligence ou faute de la part de son exécutant. Les remises en état, réparations ou indemnités correspondantes sont à la charge du Client.

### 7. RGPD (Protection des données personnelles)

Conformément au règlement européen du 25 mai 2018 relatif à la protection des données personnelles, Le client est informé qu'aucune donnée recueillie lors des échanges avec le prestataire, n'est destinée à être cédée ou vendue. Seuls les services concernés par le traitement de la demande du client seront habilités à accéder aux informations personnelles durant toute la durée nécessaire de réalisation de l'étude. Le client dispose du droit à la rectification ou l'effacement de ses données, ou à une limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité de ses données. Cette demande particulière devra être adressée par le client soit par courrier à l'attention du Délégué aux Données Personnelles du prestataire, à l'adresse : Hydrogéotechnique, 2A les ormeaux, 71150 Fontaines soit par mail à l'adresse suivante : [dpo@hydrogeotechnique.com](mailto:dpo@hydrogeotechnique.com).

### 8. Implantation, nivellement des sondages

Au cas où l'implantation des sondages est imposée par le Client ou son conseil, le Prestataire est exonéré de toute responsabilité dans les événements consécutifs à ladite implantation. La mission ne comprend pas les implantations topographiques permettant de définir l'emprise des ouvrages et zones à étudier ni la mesure des coordonnées précises des points de sondages ou d'essais. Les éventuelles altitudes indiquées pour chaque sondage (qu'il s'agisse de cotes de références rattachées à un repère arbitraire ou de cotes NGF) ne sont données qu'à titre indicatif. Seules font foi les profondeurs mesurées depuis le sommet des sondages et comptées à partir du niveau du sol au moment de la réalisation des essais. Pour que ces altitudes soient garanties, il convient qu'elles soient relevées par un Géomètre Expert avant remodelage du terrain. Il en va de même pour l'implantation des sondages sur le terrain.

### 9. Hydrogéologie

Les niveaux d'eau indiqués dans le rapport correspondent uniquement aux niveaux relevés au droit des sondages exécutés et à un moment précis. En dépit de la qualité de l'étude les aléas suivants subsistent, notamment la variation des niveaux d'eau en relation avec la météo ou une modification de l'environnement des études. Seule une étude hydrogéologique spécifique permet de déterminer les amplitudes de variation de ces niveaux, les cotes de crue et les PHEC (Plus Hautes Eaux Connues).

### 10. Recommandations, aléas, écart entre prévision de l'étude et réalité en cours de travaux

Si, en l'absence de plans précis des ouvrages projetés, le Prestataire a été amené à faire une ou des hypothèses sur le projet, il appartient au Client de lui communiquer par écrit ses observations éventuelles sans quoi, il ne pourrait en aucun cas et pour quelque raison que ce soit lui être reproché d'avoir établi son étude dans ces conditions.

L'étude géotechnique s'appuie sur les renseignements reçus concernant le projet, sur un nombre limité de sondages et d'essais, et sur des profondeurs d'investigations limitées qui ne permettent pas de lever toutes les incertitudes inhérentes à cette science naturelle. En dépit de la qualité de l'étude, des incertitudes subsistent du fait notamment du caractère ponctuel des investigations, de la variation d'épaisseur des remblais et/ou des différentes couches, de la présence de vestiges enterrés. Les conclusions géotechniques ne peuvent donc conduire à traiter à forfait le prix des fondations compte tenu d'une hétérogénéité, naturelle ou du fait de l'homme, toujours possible et des aléas d'exécution pouvant survenir lors de la découverte des terrains. Si un caractère évolutif particulier a été mis en lumière (notamment glissement, érosion, dissolution, remblais évolutifs, tourbe), l'application des recommandations du rapport nécessite une actualisation à chaque étape du projet notamment s'il s'écoule un laps de temps important avant l'étape suivante.

L'estimation des quantités des ouvrages géotechniques nécessite, une mission d'étude géotechnique de conception G2 (phase projet). Les éléments géotechniques non décelés par l'étude et mis en évidence lors de l'exécution (pouvant avoir une incidence sur les conclusions du rapport) et les incidents importants survenus au cours des travaux (notamment glissement, dommages aux voisins ou aux existants) doivent obligatoirement être portés à la connaissance du Prestataire ou signalés aux géotechniciens chargés des missions de suivi géotechnique d'exécution G3 et de supervision géotechnique d'exécution G4, afin que les conséquences sur la conception géotechnique et les conditions d'exécution soient analysées par un homme de l'art.

### 11. Rapport de mission, réception des travaux, fin de mission, délais de validation des documents par le client

A défaut de clauses spécifiques contractuelles, la remise du dernier document à fournir dans le cadre de la mission fixe le terme de la mission. La date de la fin de mission est celle de l'approbation par le Client du dernier document à fournir dans le cadre de la mission. L'approbation doit intervenir au plus tard deux semaines après sa remise au Client, et est considérée implicite en cas de silence. La fin de la mission donne lieu au paiement du solde de la mission.

**12. Réserve de propriété, confidentialité, propriété des études, diagrammes**

Les coupes de sondages, plans et documents établis par les soins du Prestataire dans le cadre de sa mission ne peuvent être utilisés, publiés ou reproduits par des tiers sans son autorisation. Le Client ne devient propriétaire des prestations réalisées par le Prestataire qu'après règlement intégral des sommes dues. Le Client ne peut pas les utiliser pour d'autres ouvrages sans accord écrit préalable du Prestataire. Le Client s'engage à maintenir confidentielle et à ne pas utiliser pour son propre compte ou celui de tiers toute information se rapportant au savoir-faire du Prestataire, qu'il soit breveté ou non, portée à sa connaissance au cours de la mission et qui n'est pas dans le domaine public, sauf accord préalable écrit du Prestataire. Si dans le cadre de sa mission, le Prestataire mettait au point une nouvelle technique, celle-ci serait sa propriété. Le Prestataire serait libre de déposer tout brevet s'y rapportant, le Client bénéficiant, dans ce cas, d'une licence non exclusive et non cessible, à titre gratuit et pour le seul ouvrage étudié.

**13. Modifications du contenu de la mission en cours de réalisation**

La nature des prestations et des moyens à mettre en œuvre, les prévisions des avancements et délais, ainsi que les prix sont déterminés en fonction des éléments communiqués par le client et ceux recueillis lors de l'établissement de l'offre. Des conditions imprévisibles par le Prestataire au moment de l'établissement de son offre touchant à la géologie, aux hypothèses de travail, au projet et à son environnement, à la législation et aux règlements, à des événements imprévus, survenant en cours de mission autorisent le Prestataire à proposer au Client un avenant avec notamment modification des prix et des délais. A défaut d'un accord écrit du Client dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la lettre d'adaptation de la mission, le Prestataire est en droit de suspendre immédiatement l'exécution de sa mission, les prestations réalisées à cette date étant rémunérées intégralement, et sans que le Client ne puisse faire état d'un préjudice. Dans l'hypothèse où le Prestataire est dans l'impossibilité de réaliser les prestations prévues pour une cause qui ne lui est pas imputable, le temps d'immobilisation de ses équipes est rémunéré par le client.

**14. Modifications du projet après fin de mission, délai de validité du rapport**

Le rapport constitue une synthèse de la mission définie par la commande. Le rapport et ses annexes forment un ensemble indissociable. Toute interprétation, reproduction partielle ou utilisation par un autre maître de l'ouvrage, un autre constructeur ou maître d'œuvre, ou pour un projet différent de celui objet de la mission, ne saurait engager la responsabilité du Prestataire et pourra entraîner des poursuites judiciaires. La responsabilité du Prestataire ne saurait être engagée en dehors du cadre de la mission objet du rapport. Toute modification apportée au projet et à son environnement ou tout élément nouveau mis à jour au cours des travaux et non détecté lors de la mission d'origine, nécessite une adaptation du rapport initial dans le cadre d'une nouvelle mission. Le client doit faire actualiser le dernier rapport de mission en cas d'ouverture du chantier plus de 1 an après sa livraison. Il en est de même notamment en cas de travaux de terrassements, de démolition ou de réhabilitation du site (à la suite d'une contamination des terrains et/ou de la nappe) modifiant entre autres les qualités mécaniques, les dispositions constructives et/ou la répartition de tout ou partie des sols sur les emprises concernées par l'étude géotechnique.

**15. conditions d'établissement des prix, variation dans les prix, conditions de paiement, acompte et provision, retenue de garantie**

Les prix unitaires s'entendent hors taxes. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur le jour de la facturation.

**Auto-liquidation de la TVA :** ainsi qu'il résulte du BOI-TVA-10-10-20 de l'administration fiscale qui précise en son paragraphe II-H-1-534 que "les prestations intellectuelles confiées par les entreprises de construction à des bureaux d'études, économistes de la construction ou sociétés d'ingénierie sont exclues du dispositif".

Les prix unitaires sont établis aux conditions économiques en vigueur à la date d'établissement de l'offre. Ils sont fermes et définitifs pour une durée de trois mois. Au-delà, ils sont actualisés par application de l'indice "Sondages et Forages TP 04" pour les Investigations in situ et en laboratoire, et par application de l'indice « SYNTEC » pour les prestations d'études, l'indice de base étant celui du mois de l'établissement du devis.

Aucune retenue de garantie n'est appliquée sur le coût de la mission.

Dans le cas où le marché nécessite une intervention d'une durée supérieure à un mois, des factures mensuelles intermédiaires sont établies. Lors de la passation de la commande ou de la signature du contrat, le Prestataire peut exiger un acompte dont le montant est défini dans les conditions particulières et correspond à un pourcentage du total estimé des honoraires et frais correspondants à l'exécution du contrat. Le montant de cet acompte est déduit de la facture au jour du décompte final. En cas de sous-traitance dans le cadre d'un ouvrage public, les factures du Prestataire sont réglées directement et intégralement par le maître d'ouvrage, conformément à la loi n°75-1334 du 31/12/1975.

Les paiements interviennent à réception de la facture et sans escompte. En l'absence de paiement au plus tard le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, il sera appliqué à compter dudit jour et de plein droit, un intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majorée de 10 points de pourcentage. Cette pénalité de retard sera exigible sans qu'un rappel soit nécessaire à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture.

En sus de ces pénalités de retard, le Client sera redevable de plein droit des frais de recouvrement exposés ou d'une indemnité forfaitaire de 40€.

Un désaccord quelconque ne saurait constituer un motif de non-paiement des prestations de la mission réalisées antérieurement. La compensation est formellement exclue : le Client s'interdit de déduire le montant des préjudices qu'il allègue des honoraires dus.

**16. Résiliation anticipée**

Toute procédure de résiliation est obligatoirement précédée d'une tentative de conciliation. En cas de force majeure, cas fortuit ou de circonstances indépendantes du Prestataire, celui-ci a la faculté de résilier son contrat sous réserve d'en informer son Client par lettre recommandée avec accusé de réception. En toute hypothèse, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de ses obligations, et 8 jours après la mise en demeure visant la présente clause résolutoire demeurée sans effet, le contrat peut être résilié de plein droit. La résiliation du contrat implique le paiement de l'ensemble des prestations régulièrement exécutées par le Prestataire au jour de la résiliation et en sus, d'une indemnité égale à 20 % des honoraires qui resteraient à percevoir si la mission avait été menée jusqu'à son terme.

**17. Répartition des risques, responsabilités et assurances**

Le Prestataire n'est pas tenu d'avertir son Client sur les risques encourus déjà connus ou ne pouvant être ignorés du Client compte tenu de sa compétence. Ainsi par exemple, l'attention du Client est attirée sur le fait que le béton armé est inévitablement fissuré, les revêtements appliqués sur ce matériau devant avoir une souplesse suffisante pour s'adapter sans dommage aux variations d'ouverture des fissures. Le devoir de conseil du Prestataire vis-à-vis du Client ne s'exerce que dans les domaines de compétence requis pour l'exécution de la mission spécifiquement confiée. Tout élément nouveau connu du Client après la fin de la mission doit être communiqué au Prestataire qui pourra, le cas échéant, proposer la réalisation d'une mission complémentaire. A défaut de communication des éléments nouveaux ou d'acceptation de la mission complémentaire, le Client en assumera toutes les conséquences. En aucun cas, le Prestataire ne sera tenu pour responsable des conséquences d'un non-respect de ses préconisations ou d'une modification de celles-ci par le Client pour quelques raisons que ce soit. L'attention du Client est attirée sur le fait que toute estimation de quantités faite à partir de données obtenues par prélèvements ou essais ponctuels sur le site objet des prestations est entachée d'une incertitude fonction de la représentativité de ces données ponctuelles extrapolées à l'ensemble du site. Toutes les pénalités et indemnités qui sont prévues au contrat ou dans l'offre remise par le Prestataire ont la nature de dommages et intérêts forfaitaires, libératoires et exclusifs de toute autre sanction ou indemnisation.

**En France :****Assurance décennale obligatoire (en France exclusivement)**

Le Prestataire bénéficie d'un contrat d'assurance au titre de la responsabilité décennale afférente aux ouvrages soumis à obligation d'assurance, conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances. Ce contrat impose une obligation de déclaration préalable et d'adaptation de la garantie pour les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède au jour de la déclaration d'ouverture de chantier un montant de 15 M€. Il est expressément convenu que le client a l'obligation d'informer le Prestataire d'un éventuel dépassement de ce seuil, et accepte, de fournir tous éléments d'information nécessaires à l'adaptation de la garantie. Le client prend également l'engagement, de souscrire à ses frais un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD), contrat dans lequel le Prestataire sera expressément mentionné parmi les bénéficiaires. Le client prendra en charge toute éventuelle sur cotisation qui serait demandée au Prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. Par ailleurs, les ouvrages de caractère exceptionnel, voir inusuels sont exclus du présent contrat et doivent faire l'objet d'une cotation particulière. A défaut de respecter ces engagements, le client en supportera les conséquences financières.

Le maître d'ouvrage est tenu d'informer le Prestataire de la DOC (déclaration d'ouverture de chantier).

**Ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance (en France et en Afrique)**

Les ouvrages dont la valeur HT (travaux et honoraires compris) excède un montant de 15 M€ HT doivent faire l'objet d'une déclaration auprès du Prestataire qui en référera à son assureur pour détermination des conditions d'assurance. Les limitations relatives au montant des chantiers auxquels le Prestataire participe ne sont pas applicables aux missions portant sur des ouvrages d'infrastructure linéaire, c'est-à-dire routes, voies ferrées, tramway, etc... En revanche, elles demeurent applicables lorsque sur le tracé linéaire, la/les mission(s) de l'assuré porte(nt) sur des ouvrages précis tels que ponts, viaducs, échangeurs, tunnels, tranchées couvertes... En tout état de cause, il appartiendra au client de prendre en charge toute éventuelle sur cotisation qui serait demandée au prestataire par rapport aux conditions de base de son contrat d'assurance. Toutes les conséquences financières d'une déclaration insuffisante quant au coût de l'ouvrage seront supportées par le client et le maître d'ouvrage.

Le Prestataire assume les responsabilités qu'il engage par l'exécution de sa mission telle que décrite au présent contrat. A ce titre, il est responsable de ses prestations dont la défectuosité lui est imputable. Le Prestataire sera garant en totalité par le Client contre les conséquences de toute recherche en responsabilité dont il serait l'objet du fait de ses prestations, de la part de tiers au présent contrat, le client ne garantissant cependant le Prestataire qu'au-delà du montant de responsabilité visé ci-dessous pour le cas des prestations défectueuses. La responsabilité globale et cumulée du Prestataire au titre ou à l'occasion de l'exécution du contrat sera limitée à trois fois le montant de ses honoraires sans pour autant excéder les garanties délivrées par son assureur, et ce pour les dommages de quelque nature que ce soit et quel qu'en soit le fondement juridique. Il est expressément convenu que le Prestataire ne sera pas responsable des dommages immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel tels que, notamment, la perte d'exploitation, la perte de production, le manque à gagner, la perte de profit, la perte de contrat, la perte d'image, l'immobilisation de personnel ou d'équipements.

**18. Cessibilité de contrat**

Le Client reste redevable du paiement de la facture sans pouvoir opposer à quelque titre que ce soit la cession du contrat, la réalisation pour le compte d'autrui, l'existence d'une promesse de porte fort ou encore l'existence d'une stipulation pour autrui.

**19. Litiges**

En cas de litige pouvant survenir dans l'application du contrat, seul le droit français est applicable. Seules les juridictions du ressort du siège social du Prestataire sont compétentes, même en cas de demande incidente ou d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs

